Burundi : le président demande le départ du représentant de l'ONU

RFI, 14-11-2016 Le Burundi ne veut plus du médiateur choisi par les Nations unies, le Britannique d'origine marocaine Jamal Benomar (photo, à gauche). Le gouvernement burundais a envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU demander son remplacement. Jamal Benomar a effectué une visite au Burundi le mois dernier sans véritable avancée, le dialogue étant toujours au point mort avec le président Pierre Nkurunziza (photo, à droite). Les Nations unies ont sorti plusieurs rapports depuis un an et demi qui dénoncent la répression imposée par le régime.

Le pouvoir burundais ne s'est pas lancé cette fois dans une attaque frontale, si on s'en tient à cette lettre à Ban Ki-moon signée de la propre main du président Pierre Nkurunziza. Le chef de l'Etat burundais prend à tout le moins la communauté internationale à l'évolution positive de la situation dans ce pays. C'est une façon de dire que le Burundi est déjà sorti de la crise comme son gouvernement le martèle depuis un certain temps. Pierre Nkurunziza dit donc souhaiter « des consultations tous azimuts » entre le gouvernement du Burundi et les deux secrétaires généraux (l'entrant et le sortant), en vue de la désignation de successeur de Jamal Benomar, « qui il rend au passage un hommage appuyé pour ses bons et loyaux services ». Aucune raison dans la lettre, pour justifier le remplacement de l'envoyé spécial de l'ONU, le président Nkurunziza fait comme si le départ de Ban Ki-moon entraînerait automatiquement celui de son envoyé spécial. « C'est un nouveau coup dur porté à l'ONU », juge un diplomate occidental contacté par RFI, qui est surpris, car l'envoyé spécial s'était montré plutôt conciliant avec le gouvernement burundais, dit-il. Mais ça pourrait être l'occasion favorable pour le pouvoir de faire marche arrière sur certaines avancées, notamment en ce qui concerne le déploiement de policiers de l'ONU au Burundi. Le régime de Pierre Nkurunziza s'en prend donc encore une fois aux Nations unies, jugées comme « le maillon faible de la communauté internationale », selon le diplomate. Bujumbura compte sur le soutien de ses alliés russe et chinois, en pariant qu'il va une fois encore faire avaler cette nouvelle couleuvre à l'ONU.